

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
ZI de Saint-Liguaire  
4 rue Alfred Nobel  
79000 NIORT

Niort, le 15 octobre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SOFRIMAIX (enseigne SOFRILOG)**

ZI de Verdeil  
79800 Sainte-Eanne

Références : 0007205858/2025/318

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2025 dans l'établissement SOFRIMAIX (enseigne SOFRILOG) implanté LIEU DIT VERDEIL RD 737 79800 Sainte-Eanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOFRIMAIX (enseigne SOFRILOG)
- LIEU DIT VERDEIL RD 737 79800 Sainte-Eanne
- Code AIOT : 0007205858
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Sofrimaix est spécialiste de la logistique et du transport grand froid et réalise sur son site de Sainte-Eanne la congélation de viande et le stockage dans des chambres froides. Elle exploite des installations régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral n° 4067 du 24 juillet 2003 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 novembre 2010.

### Thèmes de l'inspection :

- Suites de l'inspection du 9 avril 2024
- Prescriptions sécheresse
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Modifications	Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Valeurs limites et suivi des rejets	Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 4.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
4	Vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 11.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Saisie GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
6	Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article Annexe I point 2	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 11.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a justifié de l'avancement du projet d'installation du débourbeur/déshuileur en amont du puisard Sud-Ouest dont les travaux doivent être achevés en fin d'année.

Le suivi des non-conformités relevées lors des vérifications périodiques et leurs suites ont été formalisés.

Lors de la visite, un point a permis de clarifier les attendus en matière d'analyses et de rendus relatifs aux rejets aqueux dans les eaux superficielles.

L'inspection des installations classées a également informé l'exploitant concernant l'application de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Modifications

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PAC 2021
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 09/04/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 13/11/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage (création par exemple d'une nouvelle activité classée, modification du volume ou du type d'activité exercé jusqu'à présent, du mode de gestion des effluents, des conditions d'épandage) de nature à entraîner un changement notable de la situation existante, vis-à-vis notamment de l'environnement ou du niveau de sécurité des installations, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant indique que les travaux pour la mise en place du séparateur d'hydrocarbures en amont du puisard Sud-Ouest étaient initialement prévus au premier semestre 2025, mais que le devis a dû être revu. L'exploitant précise que cette nouvelle version a été validée et que les travaux doivent se dérouler courant octobre/novembre.</p> <p>Il présente à l'inspection le devis accepté de la société Eiffage référencé ALA25035-B du 11/09/2025 qui comporte la fourniture et la mise en œuvre d'un séparateur d'hydrocarbures 15 L/s pour une surface de 2500 m<sup>2</sup> de voirie.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 28/08/2024 le plan de masse du site mis à jour. Celui-ci comporte la localisation des installations et des pH-mètres en sortie des eaux de dégivrage, des trois TAR et des tunnels de congélation.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs (facture acquittée, photos,...) une fois les travaux d'installation du séparateur d'hydrocarbures réalisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Valeurs limites et suivi des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme de surveillance des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 13/06/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les valeurs limites admissibles et les modalités de suivi des rejets sont fixées en annexe 1 au présent arrêté. Les contrôles externes (prélèvements et analyses) sont réalisés par un organisme agréé par le Ministère de l'Environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Cette opération vise notamment à caler l'autosurveillance et à s'assurer du bon fonctionnement des matériels de prélèvements et d'analyses. L'ensemble des résultats est transmis à l'inspection des installations classées tous les ans, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés, ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'arrêté préfectoral complémentaire du 18/09/2024 prévoit à son article 4 les fréquences d'analyses des rejets aqueux suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- points prélèvement 1 et 2 (eaux industrielles des puisards respectivement Nord-Est et Sud-Ouest) : trimestrielle,</li> <li>- point 3 (vanne de purge des TAR) : annuelle,</li> <li>- points 4 et 5 (eaux pluviales de voiries des puisards respectivement Nord-Ouest et Sud-Ouest) : annuelle</li> </ul> <p>Le pH est suivi en continu pour les points 2 et 3.</p> <p>L'inspection interroge l'exploitant sur les analyses réalisées depuis début 2025. L'exploitant indique que les analyses à fréquence trimestrielle (points de prélèvement 1 et 2) sont prévues au cours du premier mois de chaque trimestre, soit en janvier, avril, juillet et octobre. En cas d'impossibilité de prélèvement, elles sont reportées au mois suivant. Les analyses à fréquence annuelle (points de prélèvement 3, 4 et 5) sont programmées en fin d'année (dernier trimestre) dès que les conditions de prélèvement le permettent.</p>

Depuis le début de l'année 2025, un certain nombre de données relatives aux rejets dans les eaux superficielles sont manquantes, en particulier concernant les trois premiers trimestres pour le point de prélèvement 1 (eaux sanitaires et industrielles/lavage des installations) et le premier trimestre pour le point de prélèvement 2 (eaux industrielles/dégivrage des évaporateurs, purge de déconcentration des condensateurs, eaux pluviales de toitures). L'exploitant explique que les prélèvements correspondants n'ont pas pu être réalisés par manque d'eau. Ce motif ne peut être retenu pour le point de prélèvement 2 correspondant au bassin de récupération (« piscine ») contenant toujours une quantité d'eau minimale. L'exploitant précise qu'une erreur de localisation/identification des points de prélèvement a pu être commise par le nouvel opérateur du prestataire.

L'inspection relève que les valeurs de pH du point de prélèvement 2, respectivement de 9,1 en avril et 9 en juillet, sont supérieures à la valeur limite (8,5). L'exploitant explique cette anomalie de pH du fait de l'apport des eaux de rejet des tours aéroréfrigérantes (TAR) qui présentent un pH sensiblement plus élevé (autorisé jusqu'à 9,5 pour le point de prélèvement 3). D'après l'exploitant, le pH des eaux de rejets TAR ne dépasse pas 9,1/9,2. Au-delà de ces valeurs, les installations peuvent en effet être endommagées. Les anomalies de pH au niveau du bassin de rétention sont par ailleurs accentuées en période de temps sec (absence d'eaux pluviales rejoignant le bassin de rétention et abaissant le pH par dilution).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant s'assure que le prestataire en charge des prélèvements opère dans les conditions adéquates, en respectant la fréquence de prélèvement, le nommage des points de prélèvements tels que précisés dans l'arrêté préfectoral du 18/09/2024.

Les résultats d'analyses des paramètres sont attendus pour chaque trimestre (points 1 et 2) et annuellement pour les autres points. Toute absence de données ou anomalie au regard des valeurs limite d'émission (VLE) doit être dûment justifiée et tracée, notamment dans l'outil GIDAF (cf point de contrôle n° 5), le cas échéant, les actions correctives menées sont également tracées.

Avant d'opérer les déversements par bâchée depuis le bassin de récupération (correspondant au point de prélèvement 2) l'exploitant s'assure que les paramètres analysés respectent les VLE détaillées dans l'arrêté préfectoral du 18/09/2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Vérifications périodiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 11.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Vérification installations frigorifiques annuelle

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 13/06/2024

<b>Prescription contrôlée :</b>  Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant.
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, l'exploitant présente à l'inspection son tableau de suivi des non-conformités relevées lors des contrôles mentionnant notamment les dates et types de contrôles, les actions correctives et les échéances de réalisation. L'exploitant précise que ce tableau regroupe le suivi de l'ensemble des vérifications menées sur le site depuis le début de l'année 2025, hormis l'audit de l'ammoniac qui fait l'objet d'un registre indépendant. Sont notamment reportées dans ce tableau les actions correctives en cours faisant suite à la visite d'inspection du 09/04/2024 : - mise en place du séparateur/déshuileur en amont du puisard Sud-Ouest, - saisie GIDAF des résultats d'analyses.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant trace les suites données à l'ensemble des non-conformités relevées dans chaque rapport de vérification dans un tableau de suivi.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Vérifications périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 11.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérification électrique annuelle
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques, les engins de manutention et les matériels de sécurité et de secours, doivent être entretenus en bon état et contrôlés après leur installation ou leur modification puis tous les ans au moins par une personne compétente.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que la vérification des installations électriques, ainsi que la thermographie (Q19), ont été réalisées le 10/09/2025 par l'organisme Bureau Veritas et que le rapport est en attente de réception (celui de la thermographie a déjà été reçu et les observations reportées dans le tableau de suivi). L'exploitant présente à l'inspection le rapport de vérification des installations électriques du 30/04/2024. Celui-ci comporte quatre non-conformités dont celles relatives à l'éclairage de sécurité (BAES) dans les chambres froides 1 à 3 et dans les tunnels de congélation. Lors de la précédente visite, l'exploitant avait évoqué une solution technique basée sur la fluorescence, mais qui n'a pu être retenue, car non conforme à la réglementation selon l'exploitant. Cet éclairage qui « claque » souvent compte tenu de son emplacement en chambre froide est donc désormais renouvelé dès qu'il casse.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant veille à respecter les échéances de réalisation des vérifications, à lever et à reporter l'ensemble des non-conformités dans le tableau de suivi.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les rapports de vérification des installations électriques de 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 5 : Saisie GIDAF

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Télédéclaration</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 13/06/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles <u>L. 512-3</u>, <u>L. 512-5</u>, <u>L. 512-7</u> et <u>L. 512-10</u> du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans l'outil GIDAF, le jour de la visite, des déclarations de résultats d'analyses sont non transmises (statut enregistré) ou absentes/incomplètes pour les rejets dans les eaux superficielles depuis début 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1<sup>er</sup> trimestre : pas de déclaration pour les points de rejets 1 et 2,</li> <li>- 2<sup>ème</sup> trimestre : pas de déclaration pour le point de rejets 1,</li> <li>- 3<sup>ème</sup> trimestre : pas de déclaration pour le point de rejets 1, tandis que le point de rejets 2 a fait l'objet de deux déclarations successives en juillet et en août (cf point de contrôle n° 2 du présent rapport). L'exploitant précise que la deuxième série d'analyses des rejets du point 2 a été réalisée au mois d'août par erreur, à la place des rejets du point 1.</li> </ul> <p>L'exploitant indique que l'outil GIDAF permet la saisie de tous les paramètres chaque mois, y compris pour ceux dont la fréquence est trimestrielle. Le paramètre ammoniac est suivi</p>



<p>quotidiennement par pH-métrie.</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection le suivi interne journalier des paramètres fait sur tablette. De plus, au niveau groupe, la gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO) permet la détection d'anomalies et génère un bon de travail qui assure le suivi pour un retour à la conformité.</p> <p>Concernant les eaux de dégivrage des chambres froides, l'exploitant explique que le dégivrage a lieu pendant la nuit. Le suivi automatisé du pH permet en cas d'augmentation de déclencher une alarme et d'interrompre le dégivrage (notamment en cas de fuite). Le système n'est remis en fonctionnement qu'après vérification par le responsable de maintenance.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant saisit un commentaire explicatif si les analyses sont non faites, ainsi que pour les mois non concernés (analyses trimestrielles). Il finalise la transmission des données eaux de surface pour l'ensemble des points de prélèvement.</p> <p>L'exploitant précise dans l'outil GIDAF pour le paramètre NH3 en commentaire si une ou des anomalies ont été détectées ou non. Dans l'affirmative, il indique la date, la cause et les actions correctives menées.</p> <p>Dans le cadre du suivi interne quotidien des paramètres (tableur), l'exploitant peut utilement ajouter une ligne pour le paramètre pH.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 6 : Fiches de données de sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article Annexe I point 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la visite du 09/04/2024, l'inspection demande à l'exploitant s'il dispose d'une fiche de données de sécurité (FDS) de l'ammoniac récente. L'exploitant indique qu'il se réfère à la FDS de l'ammoniac disponible sur le site de l'INRS et datant de juin 2021.</p> <p>Sur site, la FDS, notamment dans sa version papier, est toujours celle en date de 2016 transmise par son fournisseur Gazechim. L'exploitant précise que l'achat d'ammoniac est peu fréquent et que le dernier ajout fait par Gazechim date de 2021.</p>

L'inspection rappelle que l'exploitant doit disposer de versions récentes des FDS transmises par ses fournisseurs, même si les données renseignées n'ont pas évolué.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant sollicite son fournisseur pour obtenir la FDS de l'ammoniac mise à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 7 : Prescriptions sécheresses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Applicabilité
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique ne prélever de l'eau que dans le réseau d'adduction d'eau potable et qu'il ne prélève pas d'eau ni dans la nappe souterraine ni dans les eaux superficielles. L'exploitant a précisé les prélèvements suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 9 513 m<sup>3</sup> de février à décembre 2023. L'exploitant estime à environ 600 m<sup>3</sup> ses prélèvements d'eau pour le mois de janvier 2023, ce qui porte à plus de 10 000 m<sup>3</sup> les prélèvements de 2023 ;</li> <li>• 9 008 m<sup>3</sup> pour l'année 2024 ;</li> <li>• 4 547 m<sup>3</sup> depuis le 1er janvier 2025 jusqu'à fin juillet 2025. A titre de comparaison, sur la même période en 2024, les prélèvements s'élevaient à 4 834 m<sup>3</sup>.</li> </ul> L'exploitant précise qu'un suivi quotidien de la consommation d'eau est réalisé sur le site et que les prélèvements moyens mensuels varient de 600 m <sup>3</sup> en période hivernale à 1 200 m <sup>3</sup> en période estivale. La consommation d'eau varie en fonction de l'activité (tonnage congelé) et des températures extérieures. L'exploitant indique travailler pour réduire sa consommation d'eau et cite le changement de capteur de niveau sur la TAR n° 2 ayant permis une diminution de la consommation. Au niveau groupe, la réception des alertes sécheresse entraîne la mise en œuvre d'action de réduction. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'en cas de prélèvements annuels supérieurs à 10 000 m <sup>3</sup> , il sera soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux restrictions, en période de sécheresse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite